

# La démocratie, la victime oubliée du coronavirus ?

Marina Lipari & Vincent Gabriel

Stagiaires au CECRI (UCLouvain)

Alors que le coronavirus continue de faire des ravages dans le monde entier, la pandémie engendre également d'importantes perturbations politiques. En effet, la démocratie, déjà affaiblie – bien que dans des proportions diverses – dans presque tous les Etats européens, souffre également des effets du Covid-19. Cet effritement est engendré aussi bien par la survenance d'événements particuliers que par l'application de certaines mesures, clairement incompatibles avec la démocratie. Il s'agit notamment de l'accession aux pleins pouvoirs du Premier ministre hongrois, de la grande diversité des *fake news* concernant le virus, ou encore au recours aux nouvelles technologies comme moyen de lutte contre ce qui est aujourd'hui présenté comme la plus grande crise sanitaire du XXI<sup>e</sup> siècle.

## Quand la démocratie prend froid

Le changement politique actuel de la Hongrie en est probablement l'exemple le plus significatif. En effet, Viktor Orban, le Premier ministre hongrois, a profité de la pandémie pour porter un coup décisif - sinon fatal - à la démocratie de son pays. En effet, la loi adoptée le 30 mars par le Parlement avait comme objectif officiel de faciliter la lutte contre le Covid-19 en permettant la prolongation de l'état d'urgence initié le 11 mars. Elle visait également à autoriser la sanction des Hongrois ne respectant pas les mesures de confinement à des peines allant jusqu'à huit ans de prison. Cependant, cette loi va bien au-delà de ces deux mesures. En effet, Orban a désormais le pouvoir de suspendre les lois qui lui déplaisent et de gouverner par ordonnances, sans aucune possibilité d'un contrôle par les contre-pouvoirs, tous *de facto* neutralisés par l'exécutif

hongrois. Enfin, la liberté d'expression et la liberté de la presse, toutes deux déjà réduites par le passé, sont désormais menacées par l'introduction d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison en cas de diffusion de ce que le gouvernement considère comme des « *fake news* » au sujet de sa politique ou de la lutte contre les coronavirus<sup>1</sup>. Si cette loi a alerté la Commission européenne, elle a aussi été soutenue par d'autres leaders politiques, tels que Matteo Salvini. Celui-ci a déclaré qu'il s'agissait d'un « choix démocratique » et a souhaité « un bon travail à son ami Viktor »<sup>2</sup>.

Cependant le Covid-19 affecte également un grand nombre d'autres pays, les contraignant à s'éloigner quelque peu de la démocratie au nom de la sécurité sanitaire. L'état d'urgence est déclaré un peu partout en Europe, que ce soit en Roumanie, en Espagne<sup>3</sup>, au Portugal<sup>4</sup> ou même en France, sous la forme d'un « état d'urgence sanitaire »<sup>5</sup>. Cette situation accorde aux différents gouvernements des pouvoirs renforcés, essentiellement en matière de sécurité. Alors que la Serbie a par exemple institué un couvre-feu nocturne<sup>6</sup>, le Royaume-Uni a accordé des pouvoirs renforcés à la police et aux services de l'immigration, jugés disproportionnés par certains<sup>7</sup>. Une autre

manifestation de ce regain des politiques sécuritaires est la fermeture des frontières partout en Europe, en ce compris au sein même de l'Espace Schengen<sup>8</sup>.

Mais ces mesures ont également affecté le rythme de la démocratie elle-même : les rangs des Parlements sont désertés, certaines élections reportées. C'est le cas en France, mais aussi aux Etats-Unis, où la Convention Nationale Démocrate a été retardée d'un mois et certaines primaires postposées<sup>9</sup>. En Pologne, la situation est tout à fait différente : alors que l'ensemble de l'opposition plaide pour un report de l'élection présidentielle, prévue le 10 mai, le parti « Droit et Justice » est parvenu à modifier le code électoral et a instauré un vote par correspondance. Si le parti, actuellement au pouvoir, a persisté malgré l'avis contraire des experts, c'est parce qu'il entend faire réélire Andrzej Duda, le président sortant. Ce sont ainsi 30 millions d'électeurs qui seront appelés à voter dans des circonstances exceptionnelles, alors que le Ministre de la Défense est précisément devenu président de la Poste polonaise<sup>10</sup>. Cette décision est à nouveau révélatrice d'un net recul de la démocratie, Duda, favori des sondages, étant le seul candidat en mesure de faire campagne en

---

<sup>1</sup> BUISSON, M., « Coronavirus : en Hongrie, la pandémie comme prétexte aux pleins pouvoirs » dans *Le Soir*, 30 mars 2020 ; UDRESCU, M., « La Hongrie est désormais une dictature » dans *La Libre*, 31 mars 2020.

<sup>2</sup> « Quelli ai quali piace la svolta autoritaria di Orban in Ungheria », *Agenzia Italia*, 31 mars 2020.

<sup>3</sup> AUDIJE, P., « Coronavirus : l'Espagne en passe de prolonger l'état d'urgence » dans *La Libre*, 8 avril 2020.

<sup>4</sup> AFP, « Coronavirus: le Portugal déclare l'état d'urgence » dans *Le Soir*, 18 mars 2020.

<sup>5</sup> JOHANNES, F., « Coronavirus : l'état d'urgence en France bouscule l'Etat de droit » dans *Le Monde*, 30 mars 2020.

<sup>6</sup> CUROVIC, K., « En Serbie, le couvre-feu est assoupli pour les maîtres de chiens » dans *Courrier International*, 6 avril 2020.

<sup>7</sup> « Coronavirus : nos démocraties peuvent-elles tenir » dans *Courrier international*, 1<sup>er</sup> avril 2020.

<sup>8</sup> « Plus de 150 000 contaminés dans 137 pays, interdiction d'entrée aux Etats-Unis étendue : le point sur le coronavirus dans le monde » dans *Le Monde*, 14 mars 2020.

<sup>9</sup> DIDIER, A., « Coronavirus et démocratie : les élections américaines perturbées, quid des scrutins d'autres pays », [https://www.rtb.be/info/dossier/epidemie-de-coronavirus/detail\\_coronavirus-et-democratie-les-elections-americaines-perturbees-quoi-des-scrutins-d-autres-pays?id=10475204](https://www.rtb.be/info/dossier/epidemie-de-coronavirus/detail_coronavirus-et-democratie-les-elections-americaines-perturbees-quoi-des-scrutins-d-autres-pays?id=10475204) (consulté le 8 avril 2020).

<sup>10</sup> IWANIUK, J., « En Pologne, le PiS impose l'élection présidentielle par correspondance » dans *Le Monde*, 7 avril 2020.

raison de l'épidémie de Coronavirus et des mesures de confinement<sup>11</sup>.

### **Les nouvelles technologies, une arme contre la pandémie**

Les moyens de lutter contre la propagation du virus peuvent être particulièrement radicaux. En Chine, en Corée du Sud et à Taiwan, les gouvernements ont instauré une véritable surveillance de masse, basées sur plusieurs applications mobiles. Cependant, de nombreux Etats du Vieux continent ont également décidé de recourir à de telles stratégies.

La géolocalisation est en effet de plus en plus utilisée en Europe, afin de suivre les mouvements de la population et surveiller le respect du confinement<sup>12</sup>. C'est par exemple le cas en Lombardie (Italie), où les données venant des téléphones des citoyens sont utilisées pour suivre leurs mouvements entre

deux bornes téléphoniques<sup>13</sup>. En Pologne, inspiré par l'exemple asiatique, le gouvernement a contraint les citoyens infectés à prendre régulièrement des *selfies* géolocalisés via une application spéciale<sup>14</sup>. Une notification est envoyée à l'utilisateur, qui dispose d'environ vingt minutes pour prendre la photo. En cas de refus, la police est aussitôt alertée et autorisée à se rendre au domicile du malade<sup>15</sup>. D'autres applications – moins intrusives toutefois – sont également utilisées en Allemagne<sup>16</sup>, en Norvège<sup>17</sup>... mais aussi en France, où le gouvernement a lancé le 8 avril une réflexion au sujet de *StopCovid*, une application de traçage qui devrait faciliter le suivi des déplacements des utilisateurs<sup>18</sup>.

Cependant, les nouvelles technologies vont au-delà de l'utilisation des données. En France<sup>19</sup>, au Royaume-Uni<sup>20</sup>, en Espagne<sup>21</sup> ou même en Belgique<sup>22</sup> par exemple, le respect du confinement est surveillé grâce à l'utilisation de

---

<sup>11</sup> IWANIUK, J., « Coronavirus : le pouvoir ultraconservateur exclut de reporter l'élection présidentielle en Pologne » dans *Le Monde*, 23 mars 2020 ; UDRESCU, M., « En Pologne, le parti Droit et Justice, au pouvoir, est à la manœuvre d'un 'coup d'Etat constitutionnel' » dans *La Libre*, 9 avril 2020.

<sup>12</sup> « Les apps, ces nouveaux espions » dans *Courrier International*, 4 avril 2020.

<sup>13</sup> PHILIPS, R., *Coronavirus : les libertés individuelles mises à mal par les mesures d'urgence en Europe*, <http://www.rfi.fr/fr/europe/20200401-coronavirus-europe-mesures-urgences-brouillent-libertes-individuelles> (consulté le 3 avril 2020).

<sup>14</sup> Disponible sur <https://play.google.com/store/apps/details?id=pl.nask.droid.kwarantannadomowa>.

<sup>15</sup> ASHTER HAMILTON, I., « Poland made an app that forces coronavirus patients to take regular selfies to prove they're indoors or face a police visit » dans *Business Insider*, <https://www.businessinsider.com/poland-app-coronavirus-patients-mandatory-selfie-2020-3?r=US&IR=T> (consulté le 6 avril 2020).

<sup>16</sup> « Germany launches smartwatch app to monitor coronavirus spread », *Reuters*, 7 avril 2020.

<sup>17</sup> « Norway health agency to launch coronavirus tracking app » dans *The Local*, 27 mars 2020.

<sup>18</sup> « Coronavirus : qu'est-ce que StopCovid, l'appli de traçage étudiée par le gouvernement ? » dans *Le Monde*, 8 avril 2020.

<sup>19</sup> BERTHAUD, A., *Coronavirus et confinement : les drones de la gendarmerie 'n'arrêtent pas' de survoler l'Occitanie*, <https://www.francebleu.fr/infos/societe/confinement-les-drones-de-la-gendarmerie-n-arretent-pas-de-survoler-l-occitanie-1585588506> (consulté le 3 avril 2020).

<sup>20</sup> PICHETA, R., "UK coronavirus response criticized as people are filmed by drones and stopped while shopping", <https://edition.cnn.com/2020/03/31/uk/uk-police-coronavirus-tactics-gbr-intl-scli/index.html> (consulté le 8 avril 2020).

<sup>21</sup> WOOD, C., « Spain's police are flying drones with speakers around public places to warn citizens on coronavirus lockdown to get inside » dans *Business Insider France*, 16 mars 2020.

<sup>22</sup> BAERT, D., *Politie zoekt met drone naar clandestiene caravanbewoners aan de kust*, <https://www.vrt.be/vrtnws/nl/2020/03/28/politie->

drones. De son côté, l'Allemagne a préféré diffuser des messages de confinement dans les rues<sup>23</sup>.

Toutes ces nouvelles techniques de surveillance engendrent la création d'une grande quantité de données : Thierry Breton, le Commissaire Européen au Marché Intérieur, a ainsi demandé aux entreprises concernées de partager leur « méta-data » créées par l'utilisation des téléphones portables et autres outils technologiques utilisés partout au sein de l'Union Européenne. Ces données sont sensées être agrégées et anonymisées pour respecter le règlement sur la protection des données et de la vie privée. Cependant, plusieurs experts, dont Yves-Alexandre de Montjoye, professeur assistant à l'*Imperial College* de Londres, jugent la chose impossible<sup>24</sup>. Aux Etats-Unis, Facebook a déjà annoncé qu'il collaborerait avec le gouvernement dans son combat contre le coronavirus en partageant les données de ses utilisateurs, elles aussi supposément agrégées et anonymisées. En ce qui le concerne, Google partage déjà des *Coronavirus mobility reports*, construits sur base de l'historique de déplacement de ses utilisateurs<sup>25</sup>.

Il est évident que l'objectif de ces différentes mesures est de contrôler la propagation de la maladie le plus efficacement possible. Cependant, il est certain que la collecte de ces données et l'utilisation du *Big data* pose question.

---

zoekt-met-drone-naar-clandestiene-caravanbewoners-aan-de/ (consulté le 3 avril 2020).

<sup>23</sup> CERULUS, L., DELCKER, J., MANANCOURT, V. et SCOTT, M., « In fight against coronavirus, governments embrace surveillance » dans *Politico*, 24 mars 2020.

<sup>24</sup> Ibid.

<sup>25</sup> WOODYATT, A., « Google to release your location data to help fight coronavirus pandemic », <https://edition.cnn.com/2020/04/03/tech/coronavirus->

## **Fake news et virus**

En outre, le coronavirus a entraîné la prolifération de nombreux récits dystopiques sur les réseaux sociaux, devenant aussi viraux que le Covid-19 lui-même. Avec la prolifération des *fake news*, une véritable désinformation s'installe, menaçant toujours plus la démocratie et la bonne gouvernance.

Si l'expression « fake news » est assez récente, le concept qui la sous-tend est nettement plus ancien. En effet, à l'époque soviétique déjà, il s'appelait *Aktivnie Meropriyatiya*. L'objectif était de détruire les démocraties occidentales depuis l'intérieur. Ladislav Bittman, un ancien agent du renseignement tchécoslovaque, explique dans une interview au *New York Times* que les fake news sont « une information délibérément déformée et secrètement insérée dans le processus de communication afin de tromper et manipuler »<sup>26</sup>. Aujourd'hui, ce processus est facilité : l'espace entre la production de la *fake news* et sa propagation peut être extrêmement court grâce aux réseaux sociaux.

Ces dernières semaines, dans le contexte de l'une des plus grandes crises sanitaires de l'époque moderne, de nombreux récits dystopiques se remarquent, provenant essentiellement de Russie et de Chine. Selon la base de données « Eu vs désinformation », plus

[google-data-sharing-intl-scli/index.html](https://www.google.com/search?q=google-data-sharing-intl-scli/index.html) (consulté le 9 avril 2020).

<sup>26</sup> ELLICK, A. and WESTBROOK, A., "Operation Infektion. Russian Disinformation" in *The New York Times*, available on <https://www.nytimes.com/2018/11/12/opinion/russia-meddling-disinformation-fake-news-elections.html> (consulté le 10 avril 2020).

de 150 cas de désinformation sur le Covid-19 sont dénombrées depuis le 22 janvier<sup>27</sup>.

Le récit le plus récurrent est que le virus serait une arme biologique créée par l'Occident – en particulier la CIA, l'OTAN ou les Etats-Unis – afin d'affaiblir et isoler la Russie et la Chine.

Prenons cette *fake news* répandue au début du mois de février par *Zvezda Television*, une chaîne gérée par le Ministère russe de la Défense. Elle déclare<sup>28</sup> : « il existe un bio-laboratoire à Wuhan – au sujet duquel rien n'était connu jusqu'il y a peu. Son adresse est *Gaoxin 666*, le numéro mentionné dans la Bible, sous lequel se cache le nom de la bête de l'Apocalypse. Mais il est d'autant plus symbolique qu'il existe grâce à George Soros, qui partage les idées mondialistes de Bill Gates. Cela pourrait faire partie d'un plan astucieux. Le coronavirus ne touche que les représentants de la race mongole, ce qui est très suspect et soulève des questions »<sup>29</sup>. Il est aisé de constater que cette forgerie a été habilement pensée pour un public russe, américanophile et sensible aux arguments religieux, avec les clichés tels que le riche Juif (Soros), le capitaliste américain (Gates), les élites secrètes et un Occident satanique.

Il est intéressant de souligner à quel point cette théorie conspirationniste est similaire avec l'opération *Infektion*, conduite dans les années 80 par le KGB, qui accusait les Etats-Unis d'avoir créé le virus du sida dans le cadre d'un projet de

recherche sur les armements biologiques dans un laboratoire de Fort Detrick (Maryland)<sup>30</sup>.

L'objectif de Poutine est clairement de diaboliser l'Occident, d'encourager la confrontation entre les Etats européens et de déstabiliser les démocraties. Pour ce faire, le Kremlin cherche à instiller un sentiment de confusion et de démoralisation au sein de la population, en usant notamment d'arguments subversifs. La Chine profite elle aussi de la crise de santé publique pour poursuivre ses intérêts géopolitiques, cherchant par exemple à détacher l'Italie du bloc occidental en défiant la crédibilité de l'Union européenne et de ses partenaires.

Le chaos et la peur répandues par ces théories du complot font qu'une fois le cauchemar du virus vaincu, certains pays devront faire face à une autre urgence, celle de la démocratie. L'autoritarisme, que l'on pensait éradiqué à jamais après la chute du mur de Berlin, revient aujourd'hui en force avec la Russie et la Chine comme porteurs d'un ordre anti-libéral qui trouve également des admirateurs en Europe, grâce à leurs manifestations de puissance et à leurs campagnes de désinformation.

### **La démocratie, un modèle inefficace ?**

C'est donc la démocratie en elle-même qui est remise en question par la crise du coronavirus. À travers sa diplomatie du masque, la Chine entend souligner la force de son régime

---

<sup>27</sup> "Обновление специального отчета европейской службы внешних связей (евсв): краткий обзор нарративов и дезинформации в отношении пандемии коронавирусной инфекции Covid-19", EUvsDisinfo, 1 April 2020. Available on : <https://euvsdisinfo.eu/eeas-special-report-update-short-assessment-of-narratives-and-disinformation-around-the-covid-19-pandemic/>.

<sup>28</sup> Traduction des auteurs.

<sup>29</sup> Voir Денис Ивлев, [https://tvzvezda.ru/news/vstrane\\_i\\_mire/content/202023353-09wUV.html](https://tvzvezda.ru/news/vstrane_i_mire/content/202023353-09wUV.html), 3 février 2020.

<sup>30</sup> Voir <https://www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/csi-publications/csi-studies/studies/vol53no4/soviet-bloc-intelligence-and-its-aids.html>.

communiste, capable de solutionner la crise du Covid-19 tout en apportant son aide aux démocraties occidentales<sup>31</sup>. Pour ce faire, Pékin a en effet utilisé des méthodes fortes, telles que le confinement de plusieurs millions de citoyens et l'utilisation des nouvelles technologies, en particulier les drones, la reconnaissance faciale ou l'intelligence artificielle. Le modèle autoritaire serait donc la solution la plus appropriée pour gérer le défi sanitaire du coronavirus. Le fait que ces méthodes soient reprises – dans des proportions et selon des modalités diverses toutefois – par les régimes démocratiques occidentaux en serait d'ailleurs la preuve flagrante. Cet argument se retrouve notamment dans la posture russe, qui, tout comme la Chine, se présente comme l'alternative victorieuse à l'Occident sur la gestion de la pandémie<sup>32</sup>.

Néanmoins, les critiques du système ne viennent pas seulement de la sphère internationale : la pandémie de coronavirus, comme toutes les crises, représente une opportunité énorme pour les partis extrémistes de fustiger les institutions démocratiques. En outre, les mesures prises pour lutter contre la propagation du virus (limitation ou suspension de l'immigration, fermeture des frontières, renforcement de l'Etat, discours sécuritaires, ...) renvoient directement à la rhétorique habituelle des partis d'extrême droite. L'occasion est également parfaite pour pourfendre l'Union européenne ainsi que les politiques menées par les différents gouvernements, notamment en pointant du doigt les réfractaires au confinement<sup>33</sup>.

---

<sup>31</sup> ORINX, K., *COVID-19 : un virus au service du digital chinois ?*, CECRI, Commentary Paper n°67, 31 mars 2020.

<sup>32</sup> LIPARI, M., *Coronavirus and Russia's immune system*, CECRI, Commentary Paper n°66, 23 mars 2020.

Cependant, il est un élément essentiel qui ne doit pas être oublié : c'est précisément grâce à l'absence de liberté d'expression et au manque de transparence propres au régime chinois que le coronavirus a pu prendre des proportions mondiales. En effet, c'est parce qu'il a cherché à étouffer la crise, notamment en sanctionnant les lanceurs d'alerte – dont le désormais célèbre docteur Li Wenliang – que Pékin a permis au virus de quitter les frontières chinoises et de s'exporter dans le monde. En ce sens, c'est au contraire l'absence de démocratie qui émergerait comme l'une des causes de la propagation du Covid-19.

Le coronavirus est donc à l'origine de critiques, parfois particulièrement virulentes, à l'encontre de la démocratie. La pandémie offre à certains leaders l'occasion de déconstruire la démocratie nationale. Partout en Europe, des mesures fortes sont prises, en matière de surveillance et de sécurité surtout, marquées par l'utilisation des nouvelles technologies. Les populations sont désormais contrôlées, leurs déplacements traqués, leurs comportements observés. Cependant, la démocratie n'est pas morte. Tout autant qu'un danger, le Covid-19 est un défi, une opportunité pour elle ainsi que pour l'Union européenne. Par exemple, la constitution et l'utilisation d'énormes quantités de données pourraient former l'occasion idéale pour l'Union de se doter d'un corpus permettant le développement d'une Intelligence Artificielle européenne grâce au *machine learning*, dans la lignée des objectifs annoncés par la Commission plus tôt cette année. La pandémie pourrait également offrir à

<sup>33</sup> BIERME, M. et BUISSON, M., « Coronavirus : comment l'extrême droite instrumentalise la crise sanitaire » dans *Le Soir*, 1<sup>er</sup> avril 2020.

la démocratie l'occasion de prouver qu'elle n'est pas obsolète, mais qu'elle présente au contraire les atouts pour surmonter cette crise, dans le respect des valeurs et des droits humains. Aussi reste-t-il à savoir si les différents gouvernements seront capables de montrer au monde que la démocratie n'est pas un concept démodé, de surmonter le défi que représente cette crise... ainsi que la période qui s'ouvrira à la fin de celle-ci.

Marina Lipari & Vincent Gabriel



Les recherches du CECRI sont menées au sein de l'Institut de science politique Louvain-Europe (ISPOLE) de l'Université catholique de Louvain. Elles portent sur la géopolitique, la politique étrangère et l'étude des modes de prévention ou de résolution des crises et des conflits.

L'analyse des éléments déclencheurs des conflits et des instruments de leur gestion - sanctions et incitants économiques comme moyens de politique étrangère; crises et interventions humanitaires; rôle de la mémoire dans un processus de réconciliation, par exemple - est combinée à l'étude empirique de différends internationaux et de processus de paix spécifiques.

© 2020 Centre d'étude des crises et conflits internationaux

Le CECRI ne prend pas de position institutionnelle sur des questions de politiques publiques. Les opinions exprimées dans la présente publication n'engagent que les auteurs cités nommément.

Direction : Tanguy Struye de Swielande

Centre d'étude des crises et conflits internationaux  
Université catholique de Louvain  
Place Montesquieu 1, bte L2.08.07  
1348 Louvain-la-Neuve  
Belgique  
[www.cecrilouvain.be](http://www.cecrilouvain.be)

---

**UCL**

---

**Université  
catholique  
de Louvain**

---